



Déconfinement : le défi de la lutte contre le décrochage scolaire

A la veille de la réouverture progressive des écoles le 11 mai, la communauté enseignante s'interroge sur sa capacité réelle à « aller chercher » les enfants les plus en difficulté – ceux-là même qui sont « prioritaires » pour le retour en classe. Les « décrocheurs » reprendront-ils, cette semaine, le chemin des classes ? Alors que la lutte contre les difficultés scolaires est brandie par le gouvernement comme le meilleur argument en faveur du déconfinement « progressif » des écoles à partir du 11 mai, de nombreux enseignants en doutent. « Rattraper » les décrocheurs relève de la gageure, voire du paradoxe : si le retour à l'école est « volontaire » – comme l'a précisé le gouvernement à de nombreuses reprises – sur quelles bases se fonder pour aller chercher ces enfants, et convaincre leurs familles ?

Depuis quelques jours, les écoles tentent d'identifier les élèves « décrocheurs ou à risque de décrochage », selon l'expression utilisée dans la circulaire de reprise de l'éducation nationale, publiée le 4 mai. Encore faut-il savoir ce que l'on entend par « décrocheur ». Qui sont ces 4 % d'élèves – soit 500 000 enfants – « sous le radar » depuis presque deux mois ? Combien d'entre eux se trouveront vraiment parmi les 1,5 million d'élèves attendus dans les écoles cette semaine ? « Il y a plusieurs cas de figure », souligne un directeur d'école primaire en éducation prioritaire (REP+) de Nanterre, qui a souhaité garder l'anonymat. Certaines familles sont volontaires et ont compris que leurs enfants avaient besoin de revenir. » Son école élémentaire de 300 élèves en compte environ une quarantaine.

« Règles mal comprises »

Viennent ensuite les enfants « en difficulté » que les parents hésitent à renvoyer en classe, par crainte du virus. Ceux-là sont les plus nombreux – une soixantaine, sur tous les niveaux. Il y a enfin « ceux dont on a très peu de nouvelles » et qui n'ont pas travaillé pendant le confinement. Le directeur a compté une trentaine d'élèves, les cas les plus « pressants » puisque ces enfants sont à la fois décrocheurs et difficiles à joindre. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons. « Pendant le confinement, on est parfois allés toquer au domicile des parents pour vérifier que tout allait bien », se souvient le directeur. L'assistante sociale du collège voisin, « où sont scolarisés les grands frères et sœurs », est aussi d'une aide précieuse.

A cette difficulté s'en ajoute une autre : de l'avis des enseignants, élus et associations de parents d'élèves ayant mené des recensions dans les écoles et des enquêtes locales, le choix de renvoyer les enfants en classe est fortement corrélé à l'origine sociale des familles. C'est dans les quartiers populaires de la ville et les réseaux REP+ que les parents sont les plus réticents. Selon le dernier baromètre Datacovid avec l'institut Ipsos, 49 % des parents d'élèves envisagent de renvoyer leurs enfants à l'école élémentaire. Mais si 43 % des parents seulement l'envisagent pour l'école maternelle, ils sont 52 % parmi les CSP+.

« Malheureusement, c'est dans les quartiers populaires que les théories du complot circulent le plus », déplore Damien Berthillier, adjoint en charge de l'éducation à la mairie de Villeurbanne (Rhône). On a aussi constaté que certaines familles allophones avaient mal compris les règles du confinement. Ils pensaient qu'ils n'avaient pas le droit de sortir du tout et ont gardé les enfants à l'intérieur en permanence. Dans ces familles, la crainte de retourner en classe est forte. »

« Maîtresse, je compte les jours ! »

L'équation se complique donc un peu plus : non seulement les élèves « décrocheurs », sont difficiles à joindre par définition, mais ils ont aussi de plus fortes chances d'être issus de familles où la crainte du virus est importante, « même s'il ne faut pas associer quartiers populaires et décrochage », prévient Damien Berthillier : « Ici, les écoles du réseau prioritaire sont celles qui ont gardé le meilleur lien avec les familles, parce que les enseignants sont habitués à ce travail de suivi des enfants éloignés de l'école. »

Pour Emilie, enseignante de CE1 dans une école « socialement mixte » de Marseille, le calcul est

simple. Sur sa « petite liste » de quinze élèves qu'elle sent en difficulté et « aimerait revoir », quatre ont pour l'instant prévu de revenir en classe. Emilie compte quatre autres enfants « qui ont clairement décroché », dont un vit dans un camp de roms et deux en foyer d'accueil d'urgence. Pour le petit rom, Emilie est en contact avec une association de terrain. « C'est très compliqué, les parents ont peur de remettre le petit à l'école. Les travailleurs sociaux essaient de les convaincre, mais je ne suis pas sûre que ça marchera. »

Quant aux enfants du foyer, l'enseignante est à mi-chemin. « Une des mamans a accepté. De toute façon, le petit ne lui a pas laissé le choix. Il m'a dit "maîtresse, je compte les jours !" » Mais une autre famille hésite, par peur du virus. « On sait que les enfants ont passé des semaines enfermés avec des frères et sœurs plus jeunes qui sautent partout et les réveillent la nuit », s'inquiète l'enseignante.

La méthode consiste alors à rassurer les parents en douceur, en leur parlant d'abord du strict protocole sanitaire qui régit la réouverture : bureaux espacés d'un mètre, port du masque pour les enseignants s'ils doivent s'approcher, désinfection régulière des locaux... « Il faut donner quelques éléments tangibles sur l'hygiène, pour rassurer, et en même temps avoir un discours de confiance, juge Emilie. En expliquant qu'on va pouvoir s'occuper des enfants, en petits groupes. On leur dit aussi qu'il ne faut pas que le fossé se creuse davantage. Les mamans savent bien qu'ils ont besoin d'aide. »

« Ne pas se rater »

Mais pour Emilie comme pour d'autres, une question reste en suspens : « Jusqu'à quel point dois-je aller ? interroge l'enseignante. Qu'est-ce qu'on fera si les mamans nous confient les petits à reculons et nous le reprochent ensuite ? » Certaines écoles ont carrément choisi de ne pas tenter de « convaincre » les familles. « Je refuse de prendre une telle responsabilité », indique ainsi une directrice d'école rurale de l'Orne, qui souhaite rester anonyme.

A Villeurbanne, l'adjoint à l'éducation voudrait « ne pas se rater » sur l'étape du déconfinement scolaire, qui doit permettre de « recréer un lien de confiance avec les familles », rappelle Damien Berthilier : « Et pour ça, il ne faut pas qu'on soit obligés de reculer ensuite. » Nombreux sont donc les enseignants qui ont choisi d'avancer « très progressivement » – seuls 50 % d'entre eux se trouveront d'ailleurs « physiquement » dans les écoles cette semaine. Emilie envisage de proposer aux parents de remettre leurs enfants quelques jours, « pour voir comment ça se passe ». Alors que nombre de familles sont toujours dans une stratégie « attentiste », cette approche est approuvée par le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer. Le 6 mai, devant les députés de la mission d'information Covid, il affirmait : « Quand les familles verront que ça se passe bien pour d'autres (...), je pense que la confiance viendra. »

Reste la question des apprentissages. Comment les enfants en question, s'ils reviennent à l'école, pourront-ils « reprendre pied » ? Pour les enseignants habitués aux publics fragiles, ce défi n'est pas une nouveauté. Les décrocheurs du confinement ont souvent le profil de ces enfants pour qui « les étés sont longs », ceux qui ont le plus « désappris » à la rentrée de septembre, à qui il faut redonner l'habitude de « se concentrer sur une tâche ». « L'école, ce n'est pas seulement le travail scolaire. C'est aussi parler avec les copains, avec la maîtresse. C'est tout cela qu'il faudra réapprendre », rappelle Emilie. En somme, réapprendre à être un élève.

Violaine Morin